

La Paix... OU le chaos ?

Les commentaires qui ont été faits dans la plus grande partie de la presse française à la suite du discours prononcé vendredi par M. Ben Khedda, le nouveau président du G.P.R.A., sont quelque peu déconcertants. La plupart des commentateurs se bornent en effet à continuer le jeu traditionnel qui consiste à évaluer, d'après telle ou telle phrase, les chances d'une reprise de la négociation et à mesurer les pas que l'un a pu faire vers l'autre.

En réalité, la phase où l'on pouvait — et devait — raisonner ainsi est maintenant terminée. Une situation nouvelle est créée, qui, à nos yeux, impose plus que jamais d'agir vite. On serait tenté de dire : d'agir avec précipitation.

QUE se passe-t-il en effet en Algérie même ? C'est là que la décomposition du régime gaulliste et l'anéantissement de son autorité sont le plus sensibles. Il n'est pas exagéré de dire que l'immense majorité des éléments européens, la plus grande partie de l'Administration et des cadres de l'Armée sont, sinon ralliés activement à l'O.A.S., du moins animés de sympathie pour elle. Il y a peut-être un quarteron de féaux autour du délégué général, quelques officiers loyalistes, plutôt d'ailleurs par attachement personnel à de Gaulle que par conviction profonde. C'est tout ce dont dispose le « pouvoir fort ».

On mesure chaque jour tragiquement son impuissance. C'est déjà un signe inquiétant que les emblèmes de l'O.A.S. soient ouvertement déployés

sur les plages, hissés ici ou là sur les bâtiments publics. Ce n'est rien à côté du fait que, de plus en plus souvent, les autorités sont débordées dans la rue et n'empêchent pas les heurts sanglants, les chasses à l'homme, les « ratonnades », les pillages de magasins. Il y a quelques années déjà, un des rares officiers partisans d'une entente avec les nationalistes algériens publiait un article intitulé : « l'Algérie, pays sans loi ». Il songeait alors surtout à la destruction des garanties contre l'arbitraire policier, à la multiplication des illégalités dans les enquêtes de police et les procès, à la torture. Aujourd'hui, c'est dans la rue même qu'il n'y a plus de lois.



*Des inscriptions inquiétantes...
 « La bête n'est pas morte »*

Qui peut douter que, d'un autre côté, l'immense majorité des Algériens musulmans ne soit, au moins de cœur, avec le G.P.R.A. ? Quelle dérision de parler à cette heure de troisième force ! Au vrai, personne n'ose plus le faire.

Personne n'ose plus le faire, surtout depuis la conférence de presse de de Gaulle. Les négociations d'Evian et de Lugrin ont échoué parce que du côté français on s'était obstiné à vouloir réserver le problème du Sahara. Et

voici que, d'un coup, de Gaulle proclame qu'il est naturel que tout gouvernement algérien, quelles que soient sa nature et sa composition, revendique la souveraineté sur le Sahara. Sans doute reste-t-il, comme toujours dans ses propos, bien des points obscurs d'où peuvent surgir des difficultés nouvelles : revendications d'aérodromes, communications vers l'Afrique Noire, etc. Mais — et Ben Khedda n'a pas eu de doute là-dessus — la reconnaissance de la souveraineté algérienne sur le Sahara est le point important : désormais, il apparaît que les chances théoriques d'un accord — car sait-on jamais, après tant de retournements déconcertants, tant de démarches tortueuses, ce qu'il y a dans la tête de de Gaulle — les chances théoriques d'un accord sont plus grandes que jamais auparavant.

Mais voilà précisément où nous ont conduits sept années de tâtonnements, de refus de voir les réalités en face, de recherches d'illusoires solutions. Ce temps perdu a laissé se créer en Algérie même une situation telle qu'un nouveau problème se pose : si un accord est signé, il faudra en assurer l'application, le faire entrer dans les faits, sur place, en évitant l'anarchie et le chaos. C'est bien pourquoi il faut faire vite, très vite.

C'est sur ces aspects de la situation que la déclaration du Bureau National du P.S.U. a voulu attirer l'attention de l'opinion publique, en mettant l'accent sur le sort des jeunes soldats du contingent.

Qu'on imagine un instant ce qui se passerait si on laissait aller les choses comme auparavant. Voilà beau temps que les combats contre le G.P.R.A. ont perdu toute signification : au moins depuis le jour où le mot d'autodétermination a été lancé. Deux ans, pendant lesquels tant de vies humaines ont été perdues. Pour rien.

Mais aujourd'hui la situation comporte plus de risques encore pour les jeunes soldats : de jour en jour, il est

plus fréquent qu'ils soient pris à partie, et violemment par les ultras. Et si demain l'O.A.S. et les militaires tentent un nouveau coup ? Ce sera, avec plus de gravité encore, la situation du mois d'avril. Ce serait, en effet, le devoir des jeunes soldats — et nous savons qu'ils sont de nouveau prêts à l'accomplir — de répondre par la désobéissance aux tentatives de leurs chefs.

Dans ces conditions, le choix est simple :

— Ou bien le régime, tirant les conclusions logiques des dernières déclarations de de Gaulle, signe très vite un accord de paix avec le G.P.R.A. et met au point avec celui-ci les mesures nécessaires pour éviter une « congolisation » de l'Algérie.

— Ou bien, une fois de plus, il ruse. Perd du temps. Aggrave une situation déjà inquiétante, comme s'il avait délibérément choisi la politique du pire. Mais laisserons-nous les jeunes soldats être les premières victimes de cet aveuglement ? Permettrons-nous qu'ils soient abandonnés dans cette mêlée confuse ? Ou permettrons-nous qu'on leur impose demain de poursuivre la lutte sous une autre forme, beaucoup plus dangereuse : celle qui résulterait du partage ? Personne ne peut en douter. Si l'Algérie se trouvait divisée, une partie étant abandonnée au G.P.R.A., une autre tenue encore par les troupes françaises, c'est le combat sur un front continu. C'est un gouvernement algérien s'installant sur son territoire, décrétant une mobilisation, disposant d'aérodromes, jouissant d'une totale liberté de communications et de ravitaillement.

On n'éprouverait pas le besoin de rappeler ces évidences, si tant de précédents ne nous avaient habitués à attendre le pire de ce régime.

Désormais, le dilemme est simple : La paix, et tout de suite, ou le retour immédiat des soldats en France.

Devant la faillite du régime, il faut enfin que le sursaut populaire se pro-

duise.

C'est le pourrissement de l'affaire algérienne qui entretient la menace permanente de guerre civile et de coup d'Etat. C'était vrai déjà dans les dernières années de la IV^e République. Ce l'est encore plus aujourd'hui, avec une situation aggravée. Le pouvoir étale son incapacité. Incapacité à mettre fin à la guerre. Incapacité à donner la stabilité à notre pays.

« **La désintégration de l'Etat, qui va se précipitant. L'unité française immédiatement menacée. L'Algérie plongée dans la tempête des épreuves et des émotions... L'armée, longuement éprouvée par des tâches san-**

glantes et méritoires, mais scandalisée par la carence des pouvoirs... La France se trouve menacée de dislocation, et, peut-être, de guerre civile ».

C'est de Gaulle qui prononçait ces paroles dans son discours d'investiture, le 1^{er} juin 1958. Elles correspondent beaucoup plus à la réalité présente, trois ans après.

Il ne faut plus attendre pour susciter le mouvement populaire qui ne doit pas être seulement un mouvement de révolte mais un mouvement organisé pour prendre la succession.

Robert VERDIER

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL

LE Problème de la guerre d'Algérie se pose désormais dans des termes nouveaux.

D'une part, les conditions d'un accord rapide entre la France et le G.P.R.A. paraissent réunies. Dans sa dernière Conférence de presse, le général de Gaulle a admis, une fois de plus, la création d'un état algérien indépendant. Il a reconnu enfin que tout gouvernement algérien, quel qu'il fût, devait inévitablement revendiquer pour lui la souveraineté sur le Sahara. De son côté, le nouveau Président du G.P.R.A., M. Ben Khedda, vient de souligner le caractère positif de cette affirmation. Si donc le gouvernement français est enfin décidé à tirer les conséquences logiques des déclarations du Président de la République, un des derniers obstacles sur lesquels avaient échoué les précédentes négociations a disparu.

D'autre part, en Algérie, les désordres se multiplient dangereusement. Des incidents éclatent de plus en plus souvent entre soldats du con-

tingent et ultras. Les heurts entre les deux communautés deviennent de plus en plus fréquents et de plus en plus graves. Le gouvernement français et ses représentants ne parviennent pas à empêcher des scènes de sauvagerie. Si une telle situation devait se prolonger, l'Algérie serait menacée de sombrer dans le chaos.

Quant à la solution du partage ou de regroupement, si on tentait de la mettre en application, elle aurait pour conséquence une guerre infiniment plus meurtrière, contre une armée disposant désormais de bases considérablement renforcées et d'une totale liberté de communications.

Ces dangers ne peuvent être évités que par la conclusion dans les plus brefs délais d'un accord entre la France et le G.P.R.A. et par l'adoption des mesures nécessaires pour faire respecter cet accord en Algérie.

Le P.S.U. est persuadé que la grande majorité des soldats qui se trouvent en Algérie — et en premier lieu les jeunes du contingent — sont

également résolu à opposer leur refus d'obéissance à ceux de leurs chefs qui voudraient mettre à profit la situation actuelle pour tenter une nouvelle fois de prendre le pouvoir en Algérie, et à faire assurer le respect et l'application des mesures qui résulteraient d'un accord conclu entre la France et le G.P.R.A.

Dans ces conditions, il faut exiger que le Gouvernement signe la Paix le plus tôt possible.

S'il ne le fait, pas, il faut exiger le rappel immédiat en France des forces militaires.

Seule une paix rapide peut éviter le pire.

Les Européens d'Algérie eux-mêmes y ont intérêt. Par la faute des gouvernants qui leur ont permis d'entretenir si longtemps l'illusion de l'Algérie française, ils se sont, dans leur majorité, obstinés à une résistance dont ils doivent savoir aujourd'hui qu'elle est vouée à l'échec et

qu'elle ne trouvera pas le concours du peuple français. Les violences auxquelles certains viennent de se livrer risquent de provoquer des représailles. Seul un accord politique, sur la base de la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie et d'une libre coopération entre la France et l'Algérie, peut préserver leurs vies.

Le peuple français doit manifester sa volonté d'imposer un accord immédiat avec le G.P.R.A. Il doit affirmer qu'il ne tolérera pas les attermolements qui risquent d'acculer ses jeunes soldats à des situations tragiques et d'accroître les dangers de guerre civile que le 13 mai et l'instauration du gaullisme n'ont fait que rendre plus menaçants.

Devant la faiblesse et l'incohérence du régime, seule l'affirmation populaire de la volonté de paix et de résistance au coup de force militaire, peut conjurer ces périls.

19-9-1961

Tribune Socialiste n° 68

23 septembre 1961

Pages 4 et 5